



**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL**

**N° 43850-1**

**portant autorisation environnementale de la société CALORIE  
FLUOR pour l'exploitation d'installations de stockage de gaz  
inflammable et de régénération de fluides frigorigènes située sur  
la zone artisanale de la Touchemorin à La Bazouge-du-Désert**

**Le préfet de la région  
Bretagne  
Préfet d'Ille-et-Vilaine**

**Vu** le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, ses titres I et II du livre II et son titre 1er du livre V ;

**Vu** la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L.511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 ;

**VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, suite aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**VU** le décret du 22 septembre 2023 nommant M. Pierre LARREY, secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, sous-préfet de Rennes ;

**VU** le décret du 10 octobre 2024 portant nomination de M. Amaury de SAINT-QUENTIN, préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 4 août 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4802 (Rubrique devenue la rubrique 1185 à compter du 25 octobre 2018) ;

- Vu** le règlement européen 2024-573 du 7 février 2024 relatif aux gaz à effet de serre fluorés ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation ;
- Vu** l'arrêté du 19 novembre 2009 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 1136 (emploi et stockage d'ammoniac) ;
- Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation en date du 30 août 2017 autorisant la société Calorie Fluor à exploiter une installation de traitement et de transit/transfert de fluides frigorigènes usagés, vierges ou régénérés sur la commune de La Bazouge-du-Désert ;
- Vu** le porter à connaissance déposé le 8 septembre 2023 concernant la mise en œuvre d'une colonne à distillation au sein du site exploité sur la commune de la Bazouge-du-Désert ;
- Vu** la demande du 30 mars 2022, présentée par la société Calorie Fluor dont le siège social est 15 rue Henri Brisson , 34504 Béziers, à l'effet d'obtenir l'autorisation d'exploiter des installations de régénération et de transit de fluides frigorigènes ainsi que de stockage de gaz inflammables située ZA de la Touchemorin, 35420 La Bazouge-du-Désert et notamment les propositions faites par l'exploitant en application du dernier alinéa de l'article R.181-13 ;
- Vu** les compléments apportés par le pétitionnaire à cette demande en date du 7 juillet 2022, du 7 juillet 2023, du 3 octobre 2023, du 9 novembre 2023 et du 30 août 2024 ;
- Vu** les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 181-18 à R.181-32 du code de l'environnement ;
- Vu** l'avis de l'autorité environnementale en date du 13 septembre 2023 ;
- Vu** la décision en date du 18 mars 2024 du président du tribunal administratif de Rennes, portant désignation de la commissaire-enquêtrice ;
- Vu** l'arrêté préfectoral en date du 19 avril 2024 ordonnant l'organisation d'une enquête publique pour une durée de 6 semaines, du 13 mai au 20 juin 2024 inclus, sur le territoire de la commune de La Bazouge-du-désert ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 2 octobre 2024 portant prorogation de délai concernant le projet susmentionné ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 24 janvier 2025 portant seconde prorogation de délai concernant le projet susmentionné ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 24 mars 2025 portant délégation de signature à Monsieur Pierre LARREY, secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, sous-préfet de Rennes ;
- Vu** l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans la commune de l'avis au public ;
- Vu** les publications en date du 24 et 26 avril 2024 et du 14 et 17 mai 2024 de cet avis dans deux journaux locaux ;
- Vu** le registre d'enquête et l'avis du commissaire-enquêtrice ;
- Vu** les avis favorables émis par les conseils municipaux des communes de Mellé, Louvigné-du-désert et Landéan et l'absence d'avis émis dans les délais impartis par les communes de la Bazouge-du-désert et de Parigné ;
- Vu** l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture ;

**Vu** le rapport et les propositions en date du 14 mars 2025 de l'inspection des installations classées ;

**Vu** le projet d'arrêté préfectoral porté le 2 avril 2025 à la connaissance du demandeur ;

**Vu** la réponse de ce dernier en date du 3 avril 2025 affirmant ne pas avoir d'observation sur le projet d'arrêté préfectoral ;

**CONSIDÉRANT** que le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale conformément à la catégorie 1 de l'annexe de l'article R.122-2 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** qu'au cours de l'instruction de la demande par l'inspection des installations classées, le demandeur a été conduit à apporter des améliorations à son projet initial notamment au regard des moyens de lutte contre l'incendie ;

**CONSIDÉRANT** qu'en application des dispositions de l'article L. 181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

**CONSIDÉRANT** que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R. 181-18 à R.181-32, des observations des collectivités territoriales intéressées par le projet et des services déconcentrés et établissements publics de l'État et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

**CONSIDÉRANT** que les mesures d'évitement, réduction et de compensation prévues par le pétitionnaire ou édictées par l'arrêté sont compatibles avec les prescriptions d'urbanisme ;

**CONSIDÉRANT** que certaines prescriptions réglementant les conditions d'exploitation des installations contiennent des informations sensibles vis-à-vis de la sécurité publique et à la sécurité des personnes ;

**CONSIDÉRANT** que ces informations sensibles entrent dans le champ des exceptions prévues à l'article L. 311-5 du code des relations entre le public et l'administration, et font l'objet d'annexes spécifiques ;

**CONSIDÉRANT** que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

**sur proposition** du secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine ;

## **ARRÊTE**

### **1 PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES**

#### **1.1 Bénéficiaire et portée de l'autorisation**

##### **1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation**

La société Calorie Fluor, n° de SIRET 492 267 588 0019, dont le siège social est situé au 2, boulevard Bertrand Duguesclin – 34500 Béziers est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de La Bazouge-du-Désert, 16, Touchemorin, les installations détaillées dans les articles suivants.

## 1.1.2 Localisation et surface occupée par les installations

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Communes	Parcelles	Lieux-dits
La Bazouge-du-Désert	Section E parcelles n° 1452 pour partie, 1455, 1456, 1459, 1462, 1472, 1484, 1523, 1524 1559, 1558, 1560, 1561, 1562, 1563.	ZA La Touchemorin

## 1.1.3 Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation

À l'exception des dispositions particulières visées au chapitre 8 du présent arrêté, celui-ci s'applique sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicable aux rubriques ICPE et IOTA listées au 1.2 ci-dessous.

## 1.2 Nature des installations

Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE suivantes :

Certaines rubriques relevant du statut « sensibles », les quantités présentes dans l'installation sont reprises dans le tableau en annexe confidentielle.

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
4718-1 a	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel. La quantité susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 1. Pour le stockage en récipients à pression transportables : a) supérieure ou égale à 35 t	Stockage de fluides frigorigènes classés inflammables en récipients mobiles (isoconteneurs ou cylindres/bouteilles)	XX	A SB
1414-1	Gaz inflammables liquéfiés (installation de remplissage ou de distribution de) 1. installations de remplissage de bouteilles ou conteneurs	Transfert de fluides frigorigènes neufs ou usagés classés inflammables dans des récipients mobiles (isoconteneurs ou cylindres/bouteilles)	/	A
1185-1a	Gaz à effet de serre fluorés visés par le règlement (CE) n°517/2014 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n°1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). 1. Fabrication et emploi autres que ceux mentionnés au 2 et à l'exclusion du	Conditionnement de fluides vierges ou régénérés à partir de : - cuves fixes d'une capacité comprise entre 62 et 300 m <sup>3</sup> ;	6160 m <sup>3</sup>	A



	<p>nettoyage à sec de produits textiles visé par la rubrique 2345, du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visés par la rubrique 2564, de la fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique d'hydrocarbures halogénés visée par la rubrique 3410-f, et de l'emploi d'hexafluorure de soufre dans les appareillages de connexion à haute tension.</p> <p>Le volume des équipements susceptibles de contenir des fluides étant :</p> <p>a) supérieur à 800 l</p>	<p>- isoconteneurs d'une capacité de 20 m<sup>3</sup></p> <p>- postes de conditionnement pour cylindres et bouteilles de capacité unitaire comprise entre 12 et 960 l</p> <p>Le volume des équipements susceptibles de contenir des fluides vierges ou régénérés est de 6160 m<sup>3</sup></p>		
2718-1	<p>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719 et 2793.</p> <p>1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux (R.511-10) susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges.</p>	<p>Transit et regroupement de fluides frigorigènes usagés, huiles usagées et de fluides caloporteurs usagés dans :</p> <p>- isoconteneurs d'une capacité de 20 m<sup>3</sup></p> <p>- cylindres et des bouteilles de capacité unitaire comprise entre 12 et 960 l</p> <p>La quantité des déchets dangereux énoncés précédemment susceptible d'être présente dans l'installation est de 500 t</p> <p>La quantité maximale d'huiles et de fluides caloporteurs usagés présente est de 20 tonnes.</p>	500 t	A
2790	<p>Installation de traitement de déchets dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2711, 2720, 2760, 2770, 2792, 2793 et 2795</p>	<p>Installations de régénération de fluides frigorigènes</p>	/	A
3550	<p>Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte</p>	<p>La quantité maximale des déchets dangereux susceptible d'être stockée pour un traitement ultérieur (régénération ou reconditionnement) est de 500 t</p>	500 t	A

4735-2b	<p>Ammoniac</p> <p>La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>2. Pour les récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 50 kg :</p> <p>b) Supérieure ou égale à 150 kg mais inf. à 5 t</p>	<p>Stockage de plusieurs bouteilles d'ammoniac (volume unitaire de 44 kg maximum)</p>	< 2t	DC
4710-2	<p>Chlore</p> <p>La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 100 kg, mais inférieure à 500 kg</p>	<p>Stockage de bouteilles de chlore (volume unitaire de 49 kg maximum)</p>	XX	DC
1185-3-1a	<p>Gaz à effet de serre fluorés visés par le règlement (CE) n°517/2014 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n°1005/2009 (fabrication, emploi, stockage).</p> <p>3. Stockage de fluides vierges, recyclés ou régénérés, à l'exception du stockage temporaire.</p> <p>1) Fluides autres que l'hexafluorure de soufre :</p> <p>La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>a) en récipient de capacité unitaire supérieure ou égale à 400 l</p>	<p>Stockage de fluides vierges ou régénérés dans :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- cuves fixes d'une capacité comprise entre 62 et 300 m3</li> <li>- isoconteneurs d'une capacité de 20 m3</li> <li>- cylindres de capacité unitaire inférieure à 960 l mais supérieure à 400 l</li> </ul> <p>La quantité de fluides vierges ou régénérés susceptible d'être stockée en récipients de capacité unitaire supérieure à 400 l</p>	6160 t	D
1185-3-1b	<p>Gaz à effet de serre fluorés visés par le règlement (CE) n°517/2014 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n°1005/2009 (fabrication, emploi, stockage).</p> <p>3. Stockage de fluides vierges, recyclés ou régénérés, à l'exception du stockage temporaire.</p> <p>1) Fluides autres que l'hexafluorure de soufre :</p> <p>La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>b) supérieure à 1 t et en récipients de capacité unitaire inférieure à 400 l</p>	<p>Stockage de fluides vierges ou régénérés dans :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- bouteilles de capacité unitaire inférieure à 400 l</li> </ul> <p>La quantité de fluides vierges ou régénérés susceptible d'être stockée en récipients de capacité unitaire inférieure à 400 l est de 200 t</p>	200 t	D

3510	Élimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour, supposant le recours à une ou plusieurs des activités suivantes : - traitement biologique - traitement physico-chimique - mélange avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520 - reconditionnement avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520 - récupération/régénération des solvants - recyclage/récupération de matières inorganiques autres que des métaux ou des composés métalliques - régénération d'acides ou de bases - valorisation des composés utilisés pour la réduction de la pollution - valorisation des constituants des catalyseurs - régénération et autres réutilisations des huiles - lagunage	Plusieurs installations de régénération de fluides frigorigènes usagés (non inflammables et inflammables) Capacité maximale de traitement < 10 t / jour	< 10 t/j	NC
------	--	---	----------	----

(\*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique)

(\*\*) Remarque : Les fluides nommément désignés dans le règlement F-Gas et possédant la mention de danger, H221 – Gaz inflammable cat. 1B (exemple : HFC-32, HFC-143a,) seront classés dans la rubrique 4718-1 et non pas dans la rubrique 1185.

### 1.2.1 Réglementation Seveso

L'établissement relève du statut « seuil bas » au titre des dispositions de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement.

L'établissement est seuil bas par dépassement direct d'un seuil tel que défini au point I de l'article R. 511-11 du code de l'environnement pour la rubrique 4718.

### 1.2.2 Réglementation IED

Au sens de l'article R. 515-61, la rubrique principale est la rubrique 3550 relative au stockage temporaire de déchets dangereux et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF WT (traitement de déchets) pour la partie concernant uniquement le stockage de déchets.

### **1.3 Conformité au dossier de demande d'autorisation**

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant ainsi qu'aux caractéristiques et mesures présentées par le demandeur dans son projet soumis à examen au cas par cas.

### **1.4 Durée de l'autorisation et cessation d'activité**

#### **1.4.1 Cessation d'activité et remise en état**

Sans préjudice des mesures de l'article R 512-74 du code de l'environnement, pour l'application des articles R 512-39-1 à R 512-39-5, lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En tant qu'établissement relevant de la directive 2010/75/UE dite IED et en application de l'article R 515-75 du code de l'environnement, l'exploitant inclut dans le mémoire de notification prévu à l'article R512-39, une évaluation de l'état de pollution du sol et des eaux souterraines par les substances ou mélanges classés CLP. Ce mémoire est fourni par l'exploitant même si cet arrêt ne libère pas du terrain susceptible d'être affecté à un nouvel usage.

#### **1.4.2 Durée de l'autorisation**

En application de l'article R. 181-48, l'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai et sans préjudice des dispositions des articles R. 211-117 et R. 214-97.

### **1.5 Implantation**

Les installations sont implantées conformément au dossier déposé, en particulier au plan de risques incendie et toxique annexé au présent arrêté.

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

- un bâtiment administratif avec une zone de parking VL à l'entrée du site ;
- une plate-forme de stockage de cuves de fluides frigorigènes ;



- deux aires de dépotage associées (emplissage et dépotage des cuves des fluides frigorigènes) avec deux ponts-basculés pour la pesée des camions « vrac » ou isoconteneurs ;
- plusieurs zones de stockage d'isoconteneurs mobiles de fluides frigorigènes neufs et usagés ;
- une zone de chargement/déchargement poids lourds pour la réception ou l'expédition des récipients de fluides frigorigènes ;
- un dépôt de bouteilles d'ammoniac et de chlore ;
- une zone de charge de batteries des chariots ;
- une aire de nettoyage des isoconteneurs ou cylindres ;
- un atelier de conditionnement de fluides frigorigènes sous un auvent ;
- une zone de regroupement de fluides frigorigènes ;
- deux ateliers de régénération de fluides frigorigènes sous auvent ;
- une colonne de distillation ;
- un local comprenant un compresseur d'air et un générateur d'azote.

## **1.6 Documents tenus à la disposition de l'inspection**

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial ;
- les plans tenus à jour ;
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Le registre prévu à l'article 7 du règlement 2024/573 ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

## **2 PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR**

### **2.1 Dispositions générales**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, notamment des fluides frigorigènes fluorés, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

Les opérations éventuelles de torchage de gaz inflammable en cas d'extrême nécessité doivent être encadrées conformément à l'article 7.3.1.2 de l'annexe III du présent arrêté et réalisées uniquement après l'aval de l'inspection des installations classées.

## **2.2 Pollutions accidentelles**

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. Les incidents ayant entraîné des rejets dans l'air non conforme ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre.

## **2.3 Odeurs**

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

L'inspection des installations classées peut demander la réalisation d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de permettre une meilleure prévention des nuisances.

## **2.4 Voies de circulation**

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin,
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

## **2.5 Qualité des émissions à l'atmosphère**

Les émissions de gaz à l'atmosphère issues de l'ensemble des opérations réalisées sur site sont calculées sur la base d'un bilan matière réalisé pour chacune des opérations de dégazage.

Le dispositif Galaxair limitant les émissions à l'atmosphère de FFF lors des opérations de dégazage est intégré aux mesures de maîtrise des risques. En particulier son indisponibilité interrompt les opérations du site et son suivi fait l'objet d'indicateurs d'efficacité et d'une maintenance préventive assurant la pérennité de l'efficacité du dispositif.

Tout écart significatif est porté à la connaissance de l'inspection sans délai et fait l'objet d'investigation et de mesures permettant leur résolution.

Un système permanent de détection des fuites de fluides frigorigènes fluorés est mis en place et entretenu. L'exploitant tient un registre des fuites de fluides frigorigènes fluorés. Chacune de ces fuites est déclarée sous 1 semaine à l'inspection des installations classées en indiquant l'origine de la fuite et les moyens mis en œuvre pour la réparer et en éviter la récurrence.

Le bilan annuel de la quantité de gaz émise à l'atmosphère par type de gaz est déclaré sous GEREP et tenu à la disposition de l'inspection.

### **3 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES**

#### **3.1 Prélèvements et consommations d'eau**

##### **3.1.1 Origine et réglementation des approvisionnements en eau**

La consommation d'eau est directement issue du réseau d'eau public et est limitée à la consommation des salariés et à la lutte contre l'incendie.

L'arrivée d'eau au sein du site est équipée d'un dispositif de protection contre les retours d'eau.

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

<b>Origine de la ressource</b>	<b>Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau</b>	<b>Prélèvement maximal annuel (m3/an)</b>
réseau public AEP	Réseau public d'adduction d'eau potable de La Bazouge-du-Désert	1000 m <sup>3</sup> /an

L'exploitant réalise un suivi annuel de sa consommation tout écart important fait l'objet d'une analyse afin d'en identifier les causes.

Les documents afférents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **3.2 Collecte des effluents liquides**

##### **3.2.1 Dispositions générales**

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non conforme aux dispositions du chapitre 3.2.6 est interdit.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution sont privilégiés pour l'épuration des effluents.

### 3.2.2 Plan des réseaux

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...),
- les secteurs collectés et les réseaux associés,
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...),
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

### 3.2.3 Entretien et surveillance

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes tuyauteries accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

### 3.2.4 Protection des réseaux internes à l'établissement

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

### 3.2.5 Protection contre des risques spécifiques

Par les réseaux d'assainissement de l'établissement ne transite aucun effluent issu d'un réseau collectif externe ou d'un autre site industriel.



### 3.2.6 Nature et qualité des effluents

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

Les eaux vannes sont traitées par un système d'assainissement autonome in situ.

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées par des hydrocarbures font l'objet d'un traitement avant rejet permettant d'assurer les caractéristiques suivantes :

- exemption de matières flottantes ;
- exemption de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes ;
- exemption de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages ;
- couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l ;
- température maximale : 30°C ;
- pH entre 5,5 et 8,5.

Paramètre	Code Sandre	Concentration
Matière en suspension (MES)	1305	30 mg/l
Demande Chimique en Oxygène (DCO)	1314	125 mg/l
Hydrocarbures totaux	7009	5 mg/l

Le contrôle de la qualité des eaux pluviales rejetées est réalisé une fois par an.

## 4 DÉCHETS

### 4.1 Principes de gestion

#### 4.1.1 Limitation de la production de déchets

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour :

- en priorité, prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits et en favorisant le réemploi, diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et améliorer l'efficacité de leur utilisation ;
- assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise en privilégiant, dans l'ordre :
  - a) la préparation en vue de la réutilisation ;
  - b) le recyclage ;
  - c) toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
  - d) l'élimination.

Cet ordre de priorité peut être modifié si cela se justifie compte tenu des effets sur l'environnement et la santé humaine, et des conditions techniques et économiques. L'exploitant tient alors les justifications nécessaires à disposition de l'inspection des installations classées.

#### 4.1.2 Séparation des déchets

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité. Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement

Les huiles usagées sont gérées conformément aux articles R. 543-3 à R. 543-15 et R. 543-40 du code de l'environnement. Dans l'attente de leur ramassage, elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les déchets d'emballages industriels sont gérés dans les conditions des articles R. 543-66 à R. 543-72 du code de l'environnement.

Les piles et accumulateurs usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R. 543-131 du code de l'environnement.

Les pneumatiques usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R. 543-137 à R. 543-151 du code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques sont enlevés et traités selon les dispositions des articles R. 543-195 à R. 543-201 du code de l'environnement.

Les fluides frigorigènes fluorés ne pouvant être ni recyclés, ni régénérés sont à éliminer en tant que déchets.

#### 4.1.3 Conception et exploitation des installations d'entreposage internes des déchets

Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

Compte-tenu de leur pouvoir de réchauffement climatique élevé, les fluides frigorigènes fluorés gérés en tant que déchets et les déchets contenant ces fluides doivent être stockés de sorte à éviter tout rejet à l'atmosphère pendant le stockage ou lors de transvasement.

#### 4.1.4 Déchets dangereux gérés à l'extérieur de l'établissement

L'exploitant oriente les déchets sortants dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement.

Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires des déchets sont régulièrement autorisées à cet effet.

Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.

La nature des déchets dangereux sortants du site dans le cadre des activités du site répond aux spécificités suivantes :

Type de déchet	Code Déchet
Fluides frigorigènes usagés	14 06 01*
Fluides frigorigènes inflammables / Fluides « D3E » usagés	16 05 04*
Ammoniac usagé	16 05 04*
Huiles usagées	13 02 08*
Eaux souillées (séparateur hydrocarbures)	13 05 08*

#### 4.1.5 Déchets dangereux gérés à l'intérieur de l'établissement

A l'exception des installations spécifiquement autorisées, tout traitement de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdit.

Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont interdits.

Les déchets admis au sein de l'établissement de La Bazouge-du-Désert ont pour origine les sites appartenant au groupe Gazechim, des clients ou des fournisseurs du groupe Gazechim.

La nature des déchets entrants sur site répond aux spécificités suivantes :

Type de déchet	Code Déchet
Fluides frigorigènes usagés inflammables	16 05 04*
Fluides frigorigènes usagés	14 06 01*
Fluides frigorigènes usagés « D3E »	16 05 04*
Ammoniac usagé	16 05 04*

#### 4.1.6 Transport

L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants et sortants. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi conformément aux dispositions définies à l'article R. 541-45 du code de l'environnement.

Les bordereaux et justificatifs correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R. 541-49 à R. 541-64 et R. 541-79 du code de l'environnement relatifs à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets (dangereux ou non) ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

#### 4.1.7 Déchets non dangereux produits par l'établissement

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

Type de déchets	Code des déchets	Nature des déchets
Déchets non dangereux	15 01 03	Bois provenant des palettes
	17 04 05	Ferrailles provenant des récipients et des isoconteneurs
	20 03 01	Déchets non dangereux en mélange

## 5 SUBSTANCES ET PRODUITS CHIMIQUES

### 5.1 Dispositions générales

#### 5.1.1 Identification des produits

L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges susceptibles d'être présents dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) est tenu à jour et à disposition de l'inspection des installations classées (cet état des stocks comprend les également les déchets dangereux).

L'exploitant veille notamment à disposer sur le site, et à tenir à disposition de l'inspection des installations classées, l'ensemble des documents nécessaires à l'identification des substances et des



produits, et en particulier les fiches de sécurité à jour pour les substances chimiques et mélanges chimiques concernés présents sur le site.

#### 5.1.2 Étiquetage des substances et mélanges dangereux

Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances et mélanges, et s'il y a lieu, les éléments d'étiquetage conformément au règlement n°1272/2008 dit CLP ou le cas échéant par la réglementation sectorielle applicable aux produits considérés.

Les tuyauteries apparentes contenant ou transportant des substances ou mélanges dangereux devront également être munis du pictogramme défini par le règlement susvisé.

### 6 PROTECTION DU CADRE DE VIE

#### 6.1 Limitation des niveaux de bruit

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V titre I du Code de l'environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

##### 6.1.1 Véhicules et engins

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R. 571-1 à R. 571-24 du code de l'environnement, à l'exception des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments visés par l'arrêté du 18 mars 2002 modifié, mis sur le marché après le 4 mai 2002, soumis aux dispositions dudit arrêté.

##### 6.1.2 Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PÉRIODES	PÉRIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h,	PÉRIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h,
----------	--	--

	(sauf dimanches et jours fériés)	(ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	65 dB(A)	55 dB(A)

### 6.1.3 Valeurs limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

## 6.2 Vibrations

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

## 6.3 Limitation des émissions lumineuses

De manière à réduire la consommation énergétique et les nuisances pour le voisinage, l'exploitant prend les dispositions suivantes :

- les éclairages intérieurs des locaux sont éteints une heure au plus tard après la fin de l'occupation de ces locaux ;
- les illuminations des façades des bâtiments ne peuvent être allumées avant le coucher du soleil et sont éteintes au plus tard à 1 heure.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux installations d'éclairage destinées à assurer la protection des biens lorsqu'elles sont asservies à des dispositifs de détection de mouvement ou d'intrusion.

L'exploitant du bâtiment doit s'assurer que la sensibilité des dispositifs de détection et la temporisation du fonctionnement de l'installation sont conformes aux objectifs de sobriété poursuivis par la réglementation, ceci afin d'éviter que l'éclairage fonctionne toute la nuit.

## 7 PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

Compte tenu de la sensibilité de ces informations, les prescriptions associées aux installations sont reprises en Annexe 3 du présent arrêté.

## **8 DISPOSITIONS FINALES**

### **8.1 Modifications et compléments apportés aux actes antérieurs**

L'arrêté préfectoral du 30 août 2017 est abrogé.

### **8.2 Délais et voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Rennes :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tiers auteur d'un recours contentieux ou d'un recours administratif, est tenu, selon le cas, à peine d'irrecevabilité, ou de non prorogation du délai de recours contentieux, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter, selon le cas, du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

### **8.3 Publicité**

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale est déposée à la mairie de La Bazouge-du-Désert du projet et peut y être consultée ;

2° Un extrait de ces arrêtés est affiché en cette même mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-18, à savoir : Landéan, Louvigné du Désert, Mellé et Parigné ;

4° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de pendant une durée minimale de quatre mois.

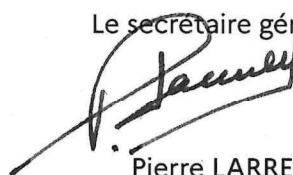
#### 8.4 Exécution

Le secrétaire général de la préfecture d'Ille et Vilaine, le sous-préfet de l'arrondissement de Fougères Vitré, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de La Bazouge-du-Désert et à la société Calorie Fluor.

Fait à Rennes, le **10 AVR. 2025**

Pour le préfet et par délégation,

Le secrétaire général



Pierre LARREY